



**HAL**  
open science

# L'activisme nationaliste turc sur les espaces numériques francophones

Rémi Carcèlès

► **To cite this version:**

Rémi Carcèlès. L'activisme nationaliste turc sur les espaces numériques francophones. *Questions de communication*, 2023, 44, pp.95-112. 10.4000/questionsdecommunication.32910 . hal-04476551

**HAL Id: hal-04476551**

**<https://hal.science/hal-04476551v1>**

Submitted on 25 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## L'activisme nationaliste turc sur les espaces numériques francophones

*Turkish nationalist activism in French-speaking digital spaces*

Rémi Carcèlès

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32910>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.32910](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32910)

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2023

Pagination : 95-112

ISBN : 9782384510849

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Rémi Carcèlès, « L'activisme nationaliste turc sur les espaces numériques francophones », *Questions de communication* [En ligne], 44 | 2023, mis en ligne le 01 février 2024, consulté le 14 février 2024.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32910> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32910>

---



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

RÉMI CARCÈLÈS

Aix-Marseille Université, CNRS, ICM, Mesopolhis,  
Sciences Po Aix, F-13100 Aix-en-Provence, France  
remi.carceles@gmail.com

## L'ACTIVISME NATIONALISTE TURC SUR LES ESPACES NUMÉRIQUES FRANCOPHONES

**Résumé.** – Le 5 avril 2022, TRT, la chaîne de radio-télévision publique turque, annonçait le lancement d'une antenne en langue française dont les programmes seraient uniquement visibles sur les réseaux sociaux. Le choix de cette plateforme de diffusion ne doit rien au hasard, dans la mesure où les réseaux sociaux jouent désormais un rôle prépondérant en termes d'influence politique. Ainsi, alors que les relations diplomatiques franco-turques ont pu être extrêmement tendues ces dernières années, un certain nombre de relais s'activent en ligne pour donner une image positive de la Turquie à un public francophone. En analysant le contenu des publications et l'iconographie des pages Facebook concernées, l'objectif de cet article est de démontrer en quoi cet activisme numérique peut être analysé comme un outil d'influence au service des objectifs diplomatiques du gouvernement actuel en Turquie et de son chef d'État, au pouvoir depuis vingt ans.

**Mots clés.** – stratégie d'influence internationale, transnationalisme politique, activisme digital, mobilisation des diasporas, renforcement communautaire en ligne

Arrivé au pouvoir en 2003 en Turquie, Recep Tayyip Erdoğan a su développer pendant ces vingt dernières années une stratégie internationale notamment marquée par l'ambition de diffuser une nouvelle vision turque du monde. À la fois dans l'optique de jouer sur la fibre patriotique de ses concitoyens, et électeurs, mais aussi avec l'objectif de faire adopter ce point de vue à toutes les populations étrangères pouvant se sentir marginalisées par un sentiment de sujétion globale aux standards occidentaux depuis la fin de la guerre froide. Cette « vision nationale » (*millî görüş*, en turc, du nom d'un mouvement politico-religieux transnational fondé par l'un des mentors politiques de R. T. Erdoğan, l'ex-Premier ministre Necmettin Erbakan) repose sur deux piliers issus de la tradition idéologique dans laquelle s'inscrit l'actuel président de la République turque depuis son entrée en politique. Tout d'abord un islam politique qui s'est imposé dans une démocratie initialement inspirée de modèles occidentaux suite à son ouverture au multipartisme en 1945 et, ensuite, une vision glorieuse de l'histoire turque dans la continuité de laquelle la Turquie contemporaine doit pouvoir s'inscrire. Sur le territoire turc et au-dehors, cette stratégie résonne comme une réaction au modèle politico-culturel occidental prégnant en Turquie (notamment du fait de la francophilie du fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk), et incarne l'ambition de proposer un nouveau modèle de développement sociétal au reste du monde. Un objectif double, donc, celui de réduire l'influence des cultures étrangères sur son sol, mais aussi de diffuser sa propre culture à l'extérieur.

Afin d'illustrer cette stratégie d'influence de l'État turc, cet article s'appuie sur l'étude du cas des relais médiatiques francophones diffusant des éléments de langage correspondant aux prises de position de R. T. Erdoğan et de son gouvernement, formé à la suite des élections de 2018 par une coalition avec le parti d'extrême droite du MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti d'action nationaliste<sup>1</sup>). À travers la présentation des objectifs, de la structure et du contenu des publications sur les réseaux sociaux de ces groupes de sympathisants ou militants nationalistes turcs qui se reconnaissent dans cette alliance idéologique et qui s'en font l'écho à destination d'une audience étrangère, est posée la question des médias numériques comme outils de tension et d'ingérence dans les relations internationales. Afin d'y répondre, l'enjeu de la langue française pour le rayonnement international de la Turquie sera tout d'abord présenté au regard des ambitions géopolitiques de son gouvernement, puis l'utilisation des réseaux sociaux sera étudiée comme outil de renforcement des liens nationaux, par-delà les frontières, au service de son influence internationale. Cette analyse est basée sur un travail de veille et de recensement, mené depuis 2019, de ce type de communications sur Facebook. Il s'inscrit plus largement dans un suivi de l'évolution du traitement politique de la Turquie en France.

<sup>1</sup> Cet article a été rédigé avant les séismes de février 2023 et les élections de mai 2023 en Turquie.

## L'importance du français dans la stratégie de diffusion internationale du modèle politique turc

Ces dernières années, les espaces francophones suscitent un intérêt prépondérant pour les stratégies d'influence internationale de la Turquie. Premièrement, la France est un des principaux pays d'installation des Turcs de l'étranger, de ressortissants binationaux franco-turcs et/ou de descendants d'une génération d'immigrés en provenance d'Anatolie depuis les années 1960-1970. En effet, à cette époque, une série d'accords d'envoi de main-d'œuvre ont été signés entre Ankara et les capitales d'Europe de l'Ouest, dans la mesure où le Vieux Continent était encore en pleine croissance économique et que la Turquie connaissait au même moment un surplus de population sans emploi, du fait de la conversion à la production mécanique de son modèle économique alors encore en partie concentré sur l'agriculture vivrière. L'Allemagne fut la première et plus importante destination de cette migration économique au départ pensée comme temporaire. La France fut le deuxième pays européen à accueillir le plus de travailleurs turcs, seuls dans un premier temps, puis avec leurs proches à partir des années 1970 lorsque fut mis en œuvre le regroupement familial. Une dynamique qu'on retrouve également en Belgique et en Suisse, autres pays en partie francophones où vivent également de nombreuses personnes originaires de Turquie. Ces individus formeraient de nos jours un groupe de plus de cinq millions de personnes présentes sur le territoire européen (Hoffman *et al.*, 2020), dont environ trois millions en Allemagne et quatre fois moins en France (Débarre et Petek, 2019). Autant d'électeurs potentiels aux yeux des différents partis politiques turcs. En effet, depuis les élections de 2014, le droit de vote des détenteurs d'un passeport turc a été permis dans les institutions consulaires à l'étranger. Avant cela, les électeurs vivant à l'étranger devaient se déplacer jusqu'en Turquie pour pouvoir participer aux scrutins nationaux. Depuis, le gouvernement turc facilite grandement l'obtention de la double nationalité – donc du droit de vote – pour les descendants de ses ressortissants nés à l'étranger.

Dès lors, les citoyens possédant la nationalité turque à l'étranger représentent pour les différents partis politiques turcs un nombre non négligeable de bulletins de vote à même de faire basculer une élection. Au pouvoir en Turquie depuis 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP, *Adalet ve Kalkınma Partisi*) a ainsi organisé une série de meetings en Europe avant chaque échéance électorale, dont plusieurs en France, comme à Paris en 2010, Lyon en 2014 et 2023, ou encore à Metz en 2017. Même le parti d'opposition comptant le moins de représentants élus au sein du Parlement turc, le HDP (*Halkların Demokratik Partisi*, Parti démocratique des peuples) – qui occupait moins de 10 % des sièges de députés avant les élections de mai 2023 –, dispose de plusieurs représentants en Europe qui participent régulièrement à divers événements politiques et/ou culturels. De plus, les campagnes électorales se déroulent désormais très largement sur les réseaux sociaux en Turquie, et les problématiques politiques nationales sont dorénavant largement débattues en ligne. Ce qui permet aux

électeurs résidant hors de Turquie amenés à participer aux votes de s'impliquer, depuis l'étranger, dans ces débats avec leurs concitoyens, en turc ou dans la langue de leur pays d'installation. Il n'est ainsi pas rare aujourd'hui de voir des invectives s'échanger en français en commentaire d'un article du *Monde* sur les résultats d'une élection en Turquie, publié sur Facebook ou partagé sur X (ex-Twitter), entre partisans du gouvernement et ceux des différentes mouvances d'opposition.

Deuxièmement, les deux décennies au pouvoir de l'AKP et de son leader R. T. Erdoğan – successivement Premier ministre de 2003 à 2014, puis président de la République depuis – ont notamment été marquées par une (ré)émergence de la Turquie comme puissance qui compte à l'échelle diplomatique internationale. Un état de fait qui se mesure au quotidien depuis 2022 par le rôle majeur joué par le chef d'État turc dans les tentatives de négociations de paix entre la Russie et l'Ukraine. Par exemple, sur la question de la levée de l'embargo de la Marine russe sur les ports ukrainiens en mer Noire, qui bloquait les exportations de blé vers le reste du monde, et mettait ainsi à mal l'approvisionnement alimentaire de nombreux pays dans le monde, tout particulièrement en Afrique. Un sujet sur lequel s'est investi en priorité le chef d'État turc du fait de sa propre dépendance aux céréales ukrainiennes, mais aussi au regard des relations qu'il a nouées sans relâche tout au long de ses mandats avec les dirigeants africains. En vingt ans, la Turquie s'est en effet imposée comme un acteur majeur sur ce continent, en investissant largement dans l'économie locale, et en y implantant un réseau diplomatique, éducatif et religieux désormais à même de concurrencer les principales puissances mondiales historiquement présentes sur place – comme la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Russie et la Chine. Insistant sur son absence de passé colonial, son modèle de développement politico-économique mêlant libéralisme et conservatisme religieux, ainsi que sur son statut de puissance émergente, la Turquie cherche à s'attirer la sympathie d'une grande partie des populations de ce continent, dont une part importante s'exprime en français. Le travail sur lequel se fonde cette étude a notamment permis d'observer des communications gouvernementales turques relayées sur Facebook portant spécifiquement sur les relations entre l'Afrique et la France<sup>2</sup>.

Troisièmement, les prises de position du gouvernement turc relayées en français auprès des descendants de l'immigration économique anatolienne en Europe, et auprès des populations des pays africains où la Turquie a investi, diffusent notamment l'idée d'un rejet de l'hégémonie politico-culturelle occidentale et mettent en évidence les limites historiques et contemporaines de celle-ci. Ainsi, lorsque le Président Erdoğan parle de la France, c'est principalement pour mettre en avant les contradictions françaises vis-à-vis des principes démocratiques et des droits humains, deux fondements historiques de son rayonnement international. En particulier sur les notions de laïcité, d'intégration et d'universalisme. Le chef

<sup>2</sup> Voir la publication du 16 février 2019 par la page Facebook « Erdogan Président », accès : <https://www.facebook.com/LePresidentErdogan/videos/1060874094096485> (consulté le 12 oct. 2022).

d'État turc et ses relais insistent notamment sur le sentiment d'islamophobie que ressent une partie des musulmans européens, en soulignant par exemple le fait que les gouvernements français cherchent à s'immiscer dans la gestion de l'islam de France tout en se félicitant de la séparation de l'Église et de l'État. Usant de ce type d'argumentaire, plusieurs personnalités turques se sont exprimées, entre l'automne 2018 et l'été 2019, au sujet des violences policières perpétrées pendant les manifestations des Gilets jaunes. Lors d'un meeting à Istanbul en décembre 2018, le Président Erdoğan railla les dénonciations françaises à son encontre sur un sujet similaire les mois précédents, et en profita pour pointer l'échec de l'Europe « sur les plans de la démocratie, des droits de l'homme et des libertés<sup>3</sup> ».

Existe donc un travail rhétorique de déconstruction et délégitimation qui vise, d'une part, à souligner les contradictions politiques des pays rivaux et, d'autre part, à proposer l'alternative d'un nouveau modèle de développement alliant libéralisme économique et conservatisme religieux. Présentée tout au long de ses dix premières années de mandat comme un modèle de démocratie ayant réussi à dépasser ses clivages internes entre autoritarisme militaire et islam politique, la Turquie des gouvernements AKP successifs continue aujourd'hui de profiter de cette dynamique de rayonnement, au départ régional et désormais international. Suite à la répression violente des manifestations du mouvement de Gezi sur son territoire en 2013, R. T. Erdoğan commença à être présenté comme un autocrate par ses anciens soutiens américains et européens. Depuis, il a cherché de nouveaux relais internationaux, en s'adressant à ses ressortissants, à leurs descendants, et aux populations étrangères qui se sentent marginalisées par les puissances occidentales.

Aujourd'hui illustrée par le double jeu mené entre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) et les puissances de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), au niveau interétatique donc, l'influence turque peut aussi se lire à travers l'expression de sympathie des populations pour la politique turque. Ainsi, si des Ukrainiens chantent depuis maintenant plus d'un an en l'honneur de R. T. Erdoğan et des drones turcs Bayraktar TB2 sur le front de l'invasion russe<sup>4</sup>, cela fait plus longtemps que l'on retrouve des partisans du président turc parmi les populations non originaires d'Anatolie en France. Ces dix dernières années ont été marquées par toute une série de reportages journalistiques sur la manière dont la vision politique turque s'était diffusée dans l'Hexagone, tout particulièrement sur la question de l'islam et de la laïcité.

<sup>3</sup> « Gilets jaunes : Erdogan dénonce la "violence" des autorités françaises », *AFP*, 8 déc. 2018. Accès : [https://www.bfmtv.com/international/gilets-jaunes-erdogan-denonce-la-violence-des-autoritesfrancaises\\_AN-201812080036.html](https://www.bfmtv.com/international/gilets-jaunes-erdogan-denonce-la-violence-des-autoritesfrancaises_AN-201812080036.html) (consulté le 12 oct. 2022).

<sup>4</sup> Filliu J.-P., « Le drone turc qui galvanise la résistance ukrainienne », *Le Monde*, 3 avr. 2022. Accès : [https://www.lemonde.fr/un-si-proche-orient/article/2022/04/03/le-drone-turc-qui-galvanise-la-resistance-ukrainienne\\_6120331\\_6116995.html](https://www.lemonde.fr/un-si-proche-orient/article/2022/04/03/le-drone-turc-qui-galvanise-la-resistance-ukrainienne_6120331_6116995.html) (consulté le 12 oct. 2022).

Un intérêt prononcé des médias français pour la Turquie qui, au même titre que la tradition d'étude scientifique publiée en langue française, contribue à produire une image de ce pays et de ses ressortissants qui ne correspond pas forcément à celle que les tenants du nationalisme turc actuellement au pouvoir entendent faire rayonner à l'étranger.

Ce travail s'inscrit dans la continuité des recherches portant sur les populations européennes originaires de Turquie, particulièrement en France (Gokalp, 1973 ; Kastoryano, 1985, 2006 ; de Tapia, 1996, 2009 ; Débarre et Petek, 2019), et sur leurs comportements médiatiques (Aksoy et Robins, 2000, 2003 ; Mattelart, 2007 ; Kosnick, 2010 ; Rigoni, 2010). Aussi participe-t-il à montrer comment s'opère la construction d'une représentation de l'immigration, de la société et de la politique turque à l'extérieur de ses frontières. L'objectif n'est pas de prendre parti dans l'escalade continue des tensions diplomatiques entre la France et la Turquie, mais d'étudier les formes qu'ont pu prendre ces dissensions sur les réseaux sociaux, d'analyser les stratégies déployées vers les audiences turques et francophones à l'étranger.

## Les réseaux sociaux comme moyen de recréer le sentiment de communauté nationale à l'étranger

Telle qu'elle est largement acceptée aujourd'hui dans l'espace public et le débat politique, la notion de réseau social numérique désigne une nouvelle forme spécifique de communication par des outils comme Facebook. Les implications premières sous-entendues dans ce concept de réseau social, avant l'apparition et le développement de ce genre de technologie, sont toutefois en elles-mêmes intéressantes, dans la mesure où ces deux termes mis côte à côte peuvent également désigner un objet sociologique spécifique : la sociologie des réseaux, champ d'étude scientifique à part entière, qui analyse des liens unissant des individus, leurs co-constructions, leur maintien et leurs fonctionnements. Les réseaux sociaux numériques peuvent donc être eux-mêmes analysés sous cette forme, comme des champs virtuels où s'inscrivent, s'entretiennent et/ou se désagrègent des relations humaines au quotidien, en parallèle ou parfois en remplacement des relations humaines concrètes.

Dans le cas des populations turques ou d'origine turque dispersées du fait des expériences migratoires diverses, comme dans d'autres cas d'étude de populations concernées par ce phénomène, ces moyens de communication peuvent donc être considérés comme un vecteur d'unification entre des individus qui font groupe malgré leur éloignement géographique. Une manière de se rassembler par-delà les frontières grâce au partage d'un sentiment d'appartenance à une même communauté : la nation turque. Or, cette volonté de rapprochement est d'autant plus prégnante dans le cas des populations migrantes que les repères

nationaux sont chamboulés par la migration. Ainsi, si l'on reprend par exemple les critères de définition d'une diaspora proposés par William Safran (1991), puis complétés par Robin Cohen (1997), le fait de continuer à tisser des liens réguliers avec sa patrie d'origine, ainsi qu'avec les autres ressortissants de ce même territoire dispersés dans d'autres pays, est révélateur d'une volonté consciente ou non d'ancrer son appartenance au groupe national malgré la distance.

Par ailleurs, pour Benedict Anderson (1983), une des manières de faire nation, notamment au-delà des frontières, passe aussi par le fait de se connecter régulièrement au reste de la communauté de manière virtuelle. Non pas au sens d'aller tous les jours sur Facebook comme on l'entend aujourd'hui puisqu'il théorise ce fait en 1983, mais à travers la routine de lire le journal de son pays de naissance, d'écouter une émission de radio dans sa langue maternelle ou de regarder la télévision diffusée depuis sa patrie d'origine. Un comportement qui permettrait de se convaincre qu'on fait partie d'un tout, d'une même communauté, malgré le fait que, même au sein d'une nation rassemblée sur le même territoire, on ne pourra jamais connaître vraiment l'ensemble de nos compatriotes. Or, les journaux, chaînes télévisées et programmes radiophoniques turcs ont déjà été étudiés comme des piliers de l'espace transnational formé entre l'Europe et l'Anatolie par les Turcs et leurs compatriotes installés à l'étranger, à une époque où justement les nouvelles formes de communications numériques n'étaient pas encore apparues (de Tapia, 2002).

L'un des présupposés de cet article est que les liens transnationaux permettant de faire vivre une communauté nationale dispersée, comme celle des Turcs et des *gurbetçi*<sup>5</sup>, sont aujourd'hui renforcés par la diffusion des réseaux sociaux numériques de par le monde et, plus largement, par la généralisation de l'accès quotidien aux médias étrangers n'importe où sur le globe. En Europe, les migrants turcs ont souvent été distingués dans les médias et dans les écrits scientifiques comme une population peu intégrée au sein de ses sociétés d'accueil, et renfermée sur elle-même (Aksaz, 2015). Un sentiment d'entre-soi qui a pu être expliqué sociologiquement par un taux très élevé de mariages endogames entre Turcs de l'étranger et/ou avec des individus spécifiquement venus de Turquie (de Tapia, 1996) pour fonder une famille avec un *gurbetçi* (les primo-arrivants étant majoritairement masculins), mais aussi par des difficultés marquées dans l'apprentissage de la langue de la société d'accueil, renforçant la caractérisation comme « sans-parole » des ouvriers immigrés (Petek-Salom, 1992). L'analyse des pratiques culturelles et culturelles quotidiennes des Turcs installés en Europe a renforcé ce constat du renfermement communautaire turc à l'étranger, notamment à travers l'étude des habitudes médiatiques de lecture du journal en turc dans les cafés de la communauté (Firat, 2007), mais aussi par la description des cours d'enseignement de langue et culture d'origine (Elco) donnés par des fonctionnaires détachés par Ankara en France et de la gestion

<sup>5</sup> *Gurbetçi* est le terme sous lequel sont historiquement désignés les Turcs de l'étranger depuis l'époque des migrations de travail de 1960-1970.

des lieux de prière par des confréries turques expatriées ou par la Présidence des affaires religieuses (*Diyanet*) rattachée au sommet de l'État turc (Petek, 2004).

Autant d'éléments qui, entre-temps, ont été désignés comme des preuves de communautarisme puis d'éventuels projets de « séparatisme » par le gouvernement et les médias français, dans un contexte de tensions franco-turques exponentielles au tournant des années 2020. Cette escalade diplomatique est notamment liée à l'évocation, par le Président Emmanuel Macron, de possibles ingérences turques dans les élections françaises de 2022, et par l'appel de son homologue turc à aller faire des « examens de santé mentale<sup>6</sup> », suite aux prises de position gouvernementales françaises sur la gestion de l'islam. Si l'objet de cet article n'est pas de questionner les raisons de ce supposé entre-soi communautaire chez les Turcs de France, comme cela a pu déjà être fait par ailleurs (Autant-Dorier, 2007), ni l'instrumentalisation de cette population par ces deux dirigeants, il reste toutefois éclairant d'analyser les groupes Facebook francophones se réclamant d'une forme d'identité turque au regard de ces éléments.

## Typologie des relais nationalistes turcs francophones sur Facebook

Lors d'une première ébauche de ce travail d'analyse des discours francophones en ligne autour de la Turquie de R. T. Erdoğan publié en 2019<sup>7</sup>, dans le cadre d'un premier stage de recherche, une série de « nouvelles formes de relais médiatiques du discours politique turc en France » sur Facebook a été mise en exergue. Ce réseau a été sélectionné du fait de la diversité générationnelle de ses utilisateurs, et de la multiplicité des débats politiques que l'on peut y retrouver (sur lesquels se base cette analyse). Renouvelé et actualisé, ce travail d'identification et de catégorisation prend la forme suivante : classées par nombre d'abonnés, allant de quelques milliers à plusieurs centaines de milliers pour les plus suivies, ces pages Facebook ont été identifiées comme faisant partie de la même structure dans la mesure où elles se « likent » les unes les autres, tout en partageant le même contenu éditorial sous la forme des mêmes articles et sources régulièrement mis en avant. Les premiers éléments ont ainsi été identifiés par leurs noms sans équivoque comme *Erdogan notre*

<sup>6</sup> « "Il a besoin de se faire soigner" : Erdogan invite Macron à "des examens de santé mentale" », AFP, 24 oct. 2020. Accès : [https://www.lexpress.fr/monde/proche-moyen-orient/il-a-besoin-de-se-faire-soigner-erdogan-invite-macron-a-des-examens-de-sante-mentale\\_2137161.html](https://www.lexpress.fr/monde/proche-moyen-orient/il-a-besoin-de-se-faire-soigner-erdogan-invite-macron-a-des-examens-de-sante-mentale_2137161.html).

<sup>7</sup> Carcélès R., « Les nouvelles formes de relais médiatiques du discours politique en France », *Observatoire de la Turquie contemporaine*, 5 juill. 2019. Accès : <https://www.observatoireturquie.fr/les-nouvelles-formes-de-relais-mediatiques-du-discours-politique-en-france/>.

fierté (environ 3 200 abonnés<sup>8</sup>) et *Erdogan Président* (environ 232 000 abonnés), et ont mené rapidement par cette méthode de recoupement des « likes » échangés et des articles partagés vers la découverte d'autres pages aux contenus politiques de prime abord moins explicites comme *Le journal Turc* (plus de 96 000 abonnés), *Info Turquie/Oumma*<sup>9</sup> (environ 49 000 abonnés), *Turkish info* (environ 11 000 abonnés), *Medya Turk Info* (environ 5 400 abonnés), *La Renaissance Turque* (plus de 248 000 abonnés), *Turquie En Force* (environ 42 000 abonnés), *Turkish ForEver* (environ 13 000 abonnés) ou encore *Red'Action Media* (30 000 abonnés). Au-delà de leurs références communes en termes de publications, il est également possible de les regrouper par rapport à l'iconographie choisie.

Cette imagerie est souvent centrée sur les symboles patriotiques turcs, avec notamment une présence forte du drapeau national repris sous différentes formes : drapeau au vent sur la photo de couverture de *Turkish ForEver*<sup>10</sup>, triple croissant (comme sur le drapeau du parti ultranationaliste MHP) et étoile pour *La Renaissance Turque*<sup>11</sup> ou écharpe avec le même symbole et drapeaux recouvrant l'ensemble du planisphère pour *Turquie En Force*<sup>12</sup>. Les pages se distinguent aussi régulièrement par la mise en avant de photographies de monuments architecturaux ou plus largement culturels qui semblent avoir pour but d'illustrer la grandeur de la Turquie et de son patrimoine. On retrouve ainsi souvent des images de l'ancienne basilique Sainte-Sophie, redevenue mosquée en juillet 2020. Ou des avancées urbanistiques plus récentes comme les différents ponts sur le Bosphore, reliant les quartiers européens et asiatiques d'Istanbul, dont la symbolique du lien entre Orient et Occident semble faire particulièrement sens pour les administrateurs de ces communautés virtuelles franco-turques. Notamment pour ce qui est de la page *Red'Action Media*<sup>13</sup> où la silhouette d'un pont remplace une lettre du titre, et le contour de nombreux autres édifices stambouliotes sert de fond à la photographie de couverture.

Dès les principales photographies de présentation de certaines pages, on retrouve aussi parfois, l'image du Président Erdoğan. Que ce soit au centre d'un parterre de chefs d'État rassemblés à Istanbul en avril 2016 pour la 13<sup>e</sup> session de la Conférence islamique, comme sur la photographie de couverture de la page *Turkish info*<sup>14</sup>, ou bras dessus, bras dessous avec l'ex-président égyptien Mohamed Morsi sur l'illustration principale du profil *Erdogan notre fierté*<sup>15</sup>.

<sup>8</sup> Le nombre d'abonnés de chacune des pages reste approximatif et a été actualisé au moment de la rédaction de cet article, le 6 octobre 2022.

<sup>9</sup> L'*Oumma* désigne la communauté des croyants dans l'islam.

<sup>10</sup> Accès : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100063564093572> (consulté le 12 oct. 2022).

<sup>11</sup> Accès : <https://www.facebook.com/LRTurque> (consulté le 12 oct. 2022).

<sup>12</sup> Accès : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100064369764858> (consulté le 12 oct. 2022).

<sup>13</sup> Accès : <https://www.facebook.com/redactionmedia> (consulté le 12 oct. 2022).

<sup>14</sup> Accès : <https://www.facebook.com/LesTurcsFrancophones>.

<sup>15</sup> Accès : <https://www.facebook.com/erdogan.notre.fierte>.

Parfois, plusieurs de ces symboles sont mis en valeur au sein d'une mise en scène choisie à la fois pour mettre en avant le symbole national suprême, la puissance du pays et l'image du chef de l'État. Comme l'illustrent parfaitement la photographie de couverture et celle du profil de la page *Erdogan Président*<sup>16</sup>, où l'on voit respectivement R. T. Erdoğan regarder au loin devant la bannière turque, et marcher convaincu vers l'horizon, toujours avec le même drapeau en guise de fond visuel. Comme l'indique cette même page d'accueil du site *Erdogan Président*, l'objectif de ces groupes est de partager leur propre point de vue sur la Turquie vis-à-vis d'un public francophone, en luttant contre ce qu'ils considèrent être de la « désinformation ». C'est ce que déclare aussi par exemple l'une des responsables de la page *Red'Action Media*, Öznur Küçükler Sirene, sur le plateau de l'émission *28 Minutes* d'Arte le 10 avril 2021 :

« [...] un problème [...] important pour moi, c'est l'approche de deux poids, deux mesures, c'est-à-dire que quand il se passe quelque chose en Turquie, les réactions sont trop sévères [...] il y a vraiment un problème de compréhension des dynamiques internes de la Turquie [...] sa position géographique qui est très difficile, c'est un pays qui est frontalier avec des pays compliqués, comme la Syrie et l'Irak, et c'est un pays qui lutte contre différentes organisations terroristes. Donc on ne peut pas évaluer la Turquie de la même manière que l'on évalue la Norvège ou la France ».

Ces sites affichent donc leur volonté de donner une autre image de la Turquie, un autre point de vue sur sa société et sur sa politique. Pour ce faire, la plupart de ces pages se contentent majoritairement de relayer des articles qui correspondent aux messages qu'ils veulent faire passer, notamment en mettant en avant les avancées diplomatiques, économiques, mais aussi scientifiques et religieuses de la Turquie. D'autres produisent aussi une partie de leurs contenus, et nous éclairent ainsi plus largement sur leurs intentions, sur les idées qu'elles souhaitent diffuser. Une vidéo animée sous forme de succession d'infographies et publiée sur Facebook par *Le journal Turc*<sup>17</sup> le 29 décembre 2015, avec le hashtag « #Fact Checking Armenia » en guise de description – puis partagée le même jour sur le même réseau social par *Erdogan notre fierté*<sup>18</sup> –, défend ainsi le point de vue suivant sur le génocide arménien de 1915 perpétré par l'Empire ottoman, un événement historique dont l'État turc nie encore aujourd'hui officiellement la qualification génocidaire :

« La tragédie de 1915 : le rêve arménien. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, l'Empire ottoman est devenu une cible. La Russie, la Grande-Bretagne et la France ont tenté de morceler cet Empire à la fin de son existence de plus de 600 ans. Ces pouvoirs extérieurs ont enrôlé les organisations arméniennes et leurs efforts ont fini dans une grande tragédie. Des citoyens d'ethnies arméniennes de l'Empire ottoman étaient très fiables. Ils avaient de grandes responsabilités dans l'administration ottomane. L'équilibre du pouvoir a changé avec l'affaiblissement de l'Empire ottoman : la Russie et les pays européens voulaient amplifier leur ingérence dans les affaires internes ottomanes. Les Arméniens, en tant que membres du monde chrétien orthodoxe, étaient leurs alliés

<sup>16</sup> Accès : <https://www.facebook.com/LePresidentErdogan>.

<sup>17</sup> Accès : <https://www.facebook.com/watch/?v=1760498413977415>.

<sup>18</sup> Accès : <https://www.facebook.com/watch/?v=924803774274042>.

logiques. Les Russes ont trompé les Arméniens avec une campagne de propagande basée sur le rêve arménien. Les Arméniens ont ainsi pris les armes au-delà des frontières ottomanes [...]. Les terroristes [...] se sont infiltrés dans la société arménienne ottomane au travers de ses institutions religieuses et missionnaires, transformant même des églises et des écoles en des dépôts d'armes. L'objectif était de provoquer une réaction ottomane violente, et de mener au soulèvement arménien ottoman. Ce qui aurait assuré l'intervention européenne dans la région. Les soulèvements arméniens se sont intensifiés avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, en 1915 [sic]. Profitant du conflit, les Arméniens sont allés plus loin et ont trahi l'armée turque. Quand la guerre a pris fin en 1918, les Ottomans avaient perdu. Dans tous les soulèvements arméniens qui ont été persistés [sic] tout le long de la Première Guerre mondiale jusqu'en 1918, des millions de musulmans, chrétiens, juifs, Ottomans, Turcs, Kurdes et Arméniens ont été tués ».

Une autre vidéo – publiée le 16 février 2019 sur la page Facebook *Erdogan Président*, et partagée le même jour par *Info Turquie/Oumma* – présente une interview traduite du chef d'État turc. S'y retrouvent des éléments de langage de la stratégie turque, tels que précédemment définis (voir *supra*). L'hypocrisie des nations occidentales, comme la France, est dénoncée en mettant en évidence les contradictions entre les discours sur les droits humains et la repentance mémorielle, d'une part, et, les actions tangibles passées et présentes, d'autre part :

« En 1896, en Guinée, les Français, pour effacer les traces de l'islam, ils ont interdit l'éducation islamique et ils ont commencé un mouvement pour christianiser le peuple. Macron ne sait pas tout ça. Je lui ai dit, à Macron : "Tu es encore novice en politique, apprends d'abord ton histoire !". Il me dit qu'il n'y a pas ça dans notre histoire. Moi, je vais te donner un cours d'histoire là. Il faut d'abord qu'il apprenne bien ça. Écoutez, c'est très étonnant. Entre 1896 et 1919, au Burkina Faso, ils ont totalement colonisé ce pays. 1903, Mauritanie. En occupant la Mauritanie, ils ont mené une politique intense à christianisé [sic] le pays via des missionnaires. 1911, comme nous l'avons vu auparavant, le Tchad. Ils ont totalement colonisé le Tchad, en interdisant totalement l'éducation islamique. 1916, Cameroun. En oppressant les musulmans, ils ont continué leurs rôles de missionnaires (christianiser le peuple) » (voir la vidéo, déjà citée, publiée le 16 février 2019 par la page Facebook *Erdogan Président*).

Pour finir, mais toujours dans le même genre de relais d'extraits vidéo d'interventions publiques de personnalités politiques, la page Facebook de *Turkish info*<sup>19</sup> publie le 18 septembre 2022 une partie d'une intervention de Marine Le Pen, répondant vraisemblablement à une question sur les débats parlementaires à propos de la négation du génocide arménien en France :

« Je trouve un peu particulier que la France passe des lois pour le génocide arménien qui s'est déroulé avec la Turquie quoi [...]. Parce qu'à ce moment-là, il va falloir passer combien de lois ? [...] Faire un délit, transformer en délit pénal si vous voulez, la contestation d'un génocide qui ne s'est même pas déroulé sur le territoire français, bon. Par conséquent [...] j'ai été un peu étonnée de ça, je ne vous le cache pas ».

Ces trois derniers exemples, sélectionnés afin de présenter les liens (en termes de contenus) qui existent entre les pages sélectionnées dans ce corpus, illustrent dès lors les principaux objectifs de la diffusion et de la reprise des éléments de

<sup>19</sup> Accès : <https://www.facebook.com/LesTurcsFrancophones/posts/3252311725041301>.

langage nationalistes turcs en français : la présentation d'une vision turque de l'histoire et la dénonciation d'une volonté de la réprimer au nom de principes idéologiques considérés comme hypocrites. Au sujet du génocide de 1915 et de sa reconnaissance par des États comme la France, ou plus récemment les États-Unis, les éléments de langage officiels de l'État turc sont très nombreux à être relayés dans les publications de ces groupes. Plus spécifiquement vis-à-vis d'un public francophone, dans la mesure où l'État français s'est illustré depuis plus de vingt ans par son activisme sur le sujet, depuis la première loi de 2001 sur la reconnaissance du génocide des Arméniens jusqu'à l'instauration, en 2019, d'une journée officielle de commémoration annuelle le 24 avril par le Président E. Macron.

Régulièrement évoqué dans les publications de ces groupes Facebook, l'autre grand sujet concerne les preuves d'une haine grandissante de l'Europe et, tout particulièrement, de la société française envers les musulmans, l'islam, la liberté religieuse et, par prolongement, envers la Turquie et les ressortissants turcs ou d'origine turque en France. Ce point de vue sur l'islamophobie est parfois couplé à des éléments de langage pouvant être révélateurs d'une rhétorique complotiste, comme dans le cas de la page Facebook *Medya Turk Info*. Ce relais d'influence n'a pas été choisi au hasard parmi la sélection initiale présentée dans ce travail puisque, contrairement à la plupart des autres pages présentées qui partagent des articles produits par différentes rédactions, *Medya Turk Info* est aussi un média qui crée son propre contenu rédactionnel. Or, l'un de ses rédacteurs, Fatih Karakaya, travaille également au sein de « l'agence de presse d'État Anatolie » (Anadolu Ajansi, AA, Agence Anadolu [Marchand et Perrier, 2022]) qui a pour objectif depuis sa création en 1920 de « faire entendre au monde la voix de l'Anatolie<sup>20</sup> » et dont les articles représentent une partie importante des contenus relayés par les autres pages Facebook présentées. De même, ce journaliste a été un membre du Cojep (Conseil pour la justice, l'égalité et la paix), une structure d'influence liée au parti et au gouvernement de R. T. Erdoğan. La coordinatrice des relations internationales du Cojep, Sati Arik, est la « vice-présidente de la branche des femmes de l'AKP » (Marchand et Perrier, 2022). Quant au président-fondateur du Cojep, Ali Gedikoğlu, il est à l'origine de la création du site internet *Medya Turk* et son fils travaille comme conseiller de la présidence turque depuis 2020.

Partant de ce constat de liens concrets entre l'État turc et cet organe de presse, 165 publications diffusées entre le 1<sup>er</sup> octobre 2021 et le 29 septembre 2022 ont ici été analysées. Sur cette période d'un an, plus de 20 % des contenus publiés contiennent des termes faisant référence à l'islamophobie ou à un sentiment de « turcophobie » ressentis en France, dans le titre des articles relayés ou dans le texte des publications partageant ces articles. Ce sont les deux principales thématiques traitées par cette page en un an, devant des sujets relevant d'une

<sup>20</sup> « L'Agence Anadolu célèbre ses 99 ans », *Agence Anadolu*, 5 avr. 2019. Accès : <https://www.aa.com.tr/fr/turquie/lagence-anadolu-celèbre-ses-99-ans-/1443532>.

forme de conspirationnisme (prise de position « antimaçonnique », « cyber-torture, la “conspiration opaque” », assassinat du Président Kennedy, débats sur la vaccination contre la Covid-19...) à hauteur de 14 %. La politique turque à proprement parler, ainsi que le partage d'actualités et/ou d'analyses internationales développant en filigrane une rhétorique anti-occidentale, comptant chacune pour environ 11 % des publications. Les trois derniers thèmes abordés, de manière bien plus clairsemée, relèvent de l'actualité des populations d'origine turque en France (5 % des publications), de la dénonciation des activités des « ennemis » du nationalisme turc – principalement grecs, kurdes et arméniens – (4 % des articles partagés) et, enfin, de l'histoire de la Turquie ainsi que de la civilisation arabo-musulmane au sens large (3 % de l'ensemble). Ces trois focalisations principales s'expliquent sûrement en grande partie par le contexte politique de l'année 2021-2022, entre élection présidentielle française, pandémie mondiale, reprise de la guerre en Ukraine, et application de la loi contre le séparatisme.

L'analyse statistique met en évidence des récurrences dans les lignes éditoriales : le ressentiment discriminatoire expérimenté par les musulmans et/ou les personnes originaires de Turquie en France, et l'ambition de dévoiler les éventuels mécanismes souterrains à l'œuvre dans cette logique discriminatoire ressentie. Ce média qui se veut « centré sur la Turquie et la France » diffuse donc d'un côté un regard critique sur la société française contemporaine, et, de l'autre, une image centrée sur les réussites, notamment diplomatiques et historiques, de la Turquie. Une logique de comparaison qui permet ainsi de faire rayonner ce qui est présenté comme un modèle de développement turc, au détriment d'une France éclairée sous un angle principalement péjoratif.

## De l'influence à l'ingérence : quels objectifs pour ces relais ?

Au moment de sa présentation en octobre 2020, la loi contre le séparatisme visait notamment la Turquie et les structures considérées comme faisant office de relais à sa politique sur le territoire français. Lors de son discours aux Mureaux expliquant les enjeux de cette loi, le chef de l'État français avait en effet cité les structures éducatives et religieuses gérées depuis l'étranger, dénonçant certaines de leurs prises de position contraires aux fondements de la République. Or, dans les mois qui suivirent, plusieurs reportages sur des chaînes françaises ont porté sur ces institutions financées par la Turquie en France. Lors de la diffusion de l'une de ces émissions, le président de la République en personne exprima ses craintes liées aux possibilités d'ingérences turques lors des échéances électorales de 2022<sup>21</sup>. Il évoquait alors le Parti égalité et justice (PEJ) ayant participé aux

<sup>21</sup> « Emmanuel Macron affirme qu'il "y aura des tentatives d'ingérence" de la Turquie dans l'élection présidentielle », *France Info*, 23 mars 2021. Accès : <https://www.francetvinfo.fr/monde/turquie/video->

élections législatives précédentes en 2017, dont plusieurs candidats avaient été identifiés comme de potentiels agents de l'AKP<sup>22</sup>. Et faisait également référence aux « Loups gris », mouvement de jeunesse du MHP, officiellement dissous en France fin 2020, suite à des manifestations violentes contre des populations d'origine arménienne<sup>23</sup>.

Depuis, une nouvelle structure médiatique est apparue et pourrait aussi être considérée comme une forme d'influence bien plus assumée de la Turquie vis-à-vis des populations francophones. La chaîne de télévision publique turque TRT (*Türkiye Radyo Televizyon Kurumu*, Radio-télévision de Turquie en français) a ouvert au début de l'année 2022 une antenne en langue française (*TRT Français*), dont la production représente désormais l'un des principaux contenus partagés par les pages Facebook, présentées précédemment, qui ne publient pas leurs propres articles et infographies. Ce rôle de production de contenu adoptant le point de vue du gouvernement turc est assuré aussi par l'agence de presse Anadolu, l'autre structure médiatique déjà citée, bénéficiant aussi d'une rédaction en français et détenue par l'État turc. Deux structures qui représentent ainsi autant d'instruments d'influence turque en langue française, dans la mesure où elles adoptent les formats classiques des médias généralement identifiés comme légitimes, cela pour promouvoir les prises de position du gouvernement turc sur les sociétés francophones. Par exemple, Anadolu tient ainsi une rubrique spéciale « Journal de l'islamophobie » sur son site en français. Cet intérêt marqué pour l'islamophobie, un sujet polémique en France, se concrétise par la mise en évidence des discriminations dont les Français musulmans ou les musulmans de France font l'objet. Ce qui permet d'appuyer en filigrane les prises de position du président turc sur ce sujet. Ce genre d'article est très présent dans les publications des pages Facebook présentées précédemment. Or, certaines de ces pages sont gérées par des administrateurs qui travaillent eux-mêmes pour Anadolu ou TRT, et les articles qu'ils produisent au nom de ces pages censées diffuser une image indépendante de la Turquie et lutter contre la désinformation sont parfois de simples reproductions de ceux publiés par ces médias étatiques.

Le double rôle de Fatih Karakaya, rédacteur pour Medya Turk en plus de son emploi à l'agence Anadolu, a par exemple été précédemment évoqué, et fait écho au parcours d'un autre relais d'influence : celui d'Ö. K. Sirene, administratrice de *Red'Action Media*, déjà citée et journaliste pour la chaîne TRT Türk. Tout comme *Medya Turk Info*, la page Facebook *Red'Action Media* se distingue par

---

emmanuel-macron-affirme-qu'il-y-aura-des-tentatives-d-ingerence-de-la-turquie-dans-l-election-presidentielle\_4344651.html.

<sup>22</sup> Bonzon A., « Le "Parti turc" aux législatives : "Oui, l'islamophobie est notre moteur commun" », *Slate*, 9 juin 2017. Accès : <https://www.slate.fr/story/146754/turquie-legislatives>.

<sup>23</sup> « Le gouvernement annonce la dissolution des "Loups gris", mouvement ultranationaliste turc », *Le Monde/AFP*, 2 nov. 2020. Accès : [https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/11/02/le-gouvernement-annonce-la-dissolution-des-loups-gris-mouvement-ultranationaliste-turc\\_6058211\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/11/02/le-gouvernement-annonce-la-dissolution-des-loups-gris-mouvement-ultranationaliste-turc_6058211_823448.html).

le fait qu'elle diffuse ses propres contenus éditoriaux, mais aussi par le fait que son administratrice fait partie de la rédaction d'un organe de presse public turc. Soulignés dans la première ébauche de ce travail de recherche publié en 2019 (R. Carcélès, *op. cit.*), ces éléments avaient valu à l'auteur de ces lignes, alors encore étudiant, une prise à partie publique d'Ö. K. Sirene sur son profil Facebook. Un « droit de réponse » de l'intéressée qui avait été suivi par une série d'insultes et de menaces de la part de ses abonnés :

« Cher Rémi Carcélès. Je sais que tu vas lire ce post puisqu'il paraît que tu m'espionnes depuis longtemps pour écrire ton article à charge. Puisque tu as cité mon nom à ta sauce, j'ai droit à une réponse que je vais préparer avec une énorme joie. J'ai vite fait un tour sur ton compte Facebook, et j'ai vu que tu faisais des promenades en calèche à Büyükdada "sous la dictature d'Erdoğan" que tu dénonces tant. Tu sais, c'est marrant, j'ai grandi sur ces îles moi, en respirant cet air de tolérance qui vous dérange tant aujourd'hui. Puisque tu n'as pas hésité à utiliser mes posts personnels dans ton article en choisissant avec soin ceux qui t'arrangent le mieux je peux également me référer à tes seules photos personnelles accessibles, toutes avec toi en train de faire la fête avec ton verre d'alcool pour juger la qualité de ton contenu de "recherche en politique". Voilà ton analyse sur moi et mon travail est aussi insensée et biaisée. Et dernièrement dans ton article tu accuses tous les médias/pages francophones sur la Turquie de faire de la propagande d'Erdoğan, mais tu n'hésites pas à écrire "un article exclusif" pour un pseudo "Observatoire de la Turquie contemporaine" dont tous les articles sont écrits par des opposants qui crachent la haine contre la Turquie et annoncent des scénarios catastrophes pour le pays. Ça se voit que tu es encore très jeune et au début du chemin. Mais si tu veux tant combattre l'injustice et le mensonge, ne sois pas du côté des plus injustes et des plus menteurs » [...] « Non seulement je ne connaissais pas cette personne mais aussi j'ignorais complètement l'existence de ce fameux "Observatoire de la Turquie contemporaine". Je ne sais pas de qui ils dépendent, quels sont leurs objectifs et ce qu'ils essaient de faire. Au début j'ai sérieusement pensé que c'était le FETÖ<sup>24</sup> derrière cette initiative, et encore j'ai de sérieux doutes. Cela ne m'étonnerait pas qu'ils passent par des Français pour répandre leur idéologie. En tout cas je trouverai qui est derrière cette campagne de diffamation et de discréditation contre ma personne, mon média et tous les médias/pages turcs. Je vous prie également de me soutenir dans cette démarche » (première et seconde publications d'Ö. K. Sirene au sujet de l'article, sur son profil Facebook public, le 25 juillet 2019).

« Un simple coup d'œil (pas plus de 30 secondes) permet de savoir pour qui travaille ce Rémi Carcélès. Prenez ces assassins d'enfants du Mossad<sup>25</sup>, ajoutez-y les terroristes du PKK<sup>26</sup> et emballez le tout avec les Soros<sup>27</sup> et ces marchands de prétendu génocide arménien et vous obtenez cette ignoble association de terroriste sous le nom de Rémi Carcélès. Un âne parmi des milliers de son espèce. Insignifiant donc » (commentaire sous la publication d'un dénommé lsmail).

« Moi il m'a fait rire son article ! Ce n'est ni plus ni moins de la propagande anti Erdoğan avec un petit coup de pub pour un soi-disant média "Observatoire de la Turquie contemporaine" mais bien sûr au passage il faut d'abord discréditer les médias qui dérangent. Donc pour conclure, si toi Öznur ton média est soi-disant piloté par Erdoğan, je me demande par qui est piloté son

<sup>24</sup> *Fethullahist terrorist organization (FETÖ)* : expression désignant les membres de la confrérie dirigée par le prédicateur Fethullah Gülen, considéré par l'État turc comme l'instigateur de la tentative du coup d'État de juillet 2016.

<sup>25</sup> *HaMossad leModi'in uleTafkidim Meyuhadim* : Service israélien de renseignement extérieur.

<sup>26</sup> *Partiya Karkerên Kurdistan* : Parti des Travailleurs du Kurdistan, considéré comme terroriste par la Turquie, l'Union Européenne et les États-Unis.

<sup>27</sup> George Soros, multimilliardaire américain d'origine hongroise, est souvent mis en avant dans les théories du complot.

“Observatoire de la Turquie contemporaine” [...] Mais le personnage m'intrigue quand même, un gamin sorti de nulle part va habiter en Turquie, pour cracher dessus... » (commentaire sous la publication d'un dénommé Nermin).

« Si c'est possible j'aimerais que vous puissiez m'envoyer des informations détaillées sur cette personne erratique [...] qui vous ennuie » (commentaire sous la publication d'un dénommé Arslan, traduit du turc).

« [...] tu sais pas à qui t'as à faire... article mensonger... qui t'as payé sale lâche ? » (commentaire sous la publication d'un dénommé Ergul).

« Bâtard, c'est quoi ton article ? Tu l'as cherché, t'es dans la merde » (message privé du même Ergul reçu sur Facebook dans la nuit du 25 au 26 juillet 2019).

Un comportement qui n'est pas sans rappeler celui de partisans de l'AKP en Turquie, surnommés les « AK Trolls » sur X (ex-Twitter), du fait de leur agressivité sur ce réseau social. Ce terme désigne des militants du parti au pouvoir en Turquie qui s'unissent pour s'en prendre en ligne à des personnalités s'opposant aux gouvernements de R. T. Erdoğan, qui mènent des campagnes de cyberharcèlement soit tolérées par le pouvoir soit organisées par des individus financés par ses soins, d'après les recherches d'Erkan Saka (2018). Selon ce dernier, ces campagnes de lynchage numériques auraient débuté suite aux manifestations de Gezi Park en 2013, à une époque où les mobilisations sur les réseaux sociaux avaient été identifiées comme ayant joué un rôle prépondérant dans la chute des pouvoirs autoritaires en Tunisie et en Égypte, en 2011. Il explique ainsi qu'au lendemain de ce mouvement d'opposition d'ampleur à sa politique le gouvernement AKP aurait recruté des milliers de personnes, principalement parmi les jeunes du parti, pour alimenter les réseaux sociaux en messages de soutien. Mais aussi pour s'en prendre avec insistance à ses opposants, décrédibiliser leurs propos, et les inciter à s'autocensurer face à cette nouvelle forme de harcèlement.

## Conclusion

L'identification de responsables de pages Facebook francophones comme relais de la stratégie d'influence internationale du président de la République turque pousse finalement à se questionner sur la réussite de cette ambition turque de peser sur les débats politiques et sociétaux à l'international. Car si les journalistes de l'agence Anadolu et de la version francophone de la chaîne TRT peuvent être considérés comme directement intégrés à cette structure de relais de la propagande du gouvernement turc à l'international, le fait est qu'il est peu probable que toutes les pages Facebook présentées dans cet article soient pour leur part administrées par des agents parties prenantes de cette stratégie d'influence. Dès lors, cette diffusion indirecte de l'image rayonnante de la Turquie, construite par des organes directement liés à l'État turc, peut être analysée comme un indice de performance du travail mené par ces derniers. Car, en étant repris et partagés par des pages Facebook *a priori* indépendantes,

les contenus produits par les organes officieux ou officiels du gouvernement turc deviennent l'expression de l'influence turque sur ce réseau social, ici à destination d'un public francophone.

## Références

- Aksaz E., 2015, *L'émigration turque en France : 50 ans de travaux de recherche en France et en Turquie*, Istanbul, IFEA.
- Aksoy A. et Robins K., 2000, « Thinking across spaces: Transnational television from Turkey », *European Journal of Cultural Studies*, 3 (3), p. 343-365.
- Aksoy A. et Robins K., 2003, « Banal Transnationalism: The Difference that Television Makes », dans K. H. Karim (éd.), *The Media of Diaspora*, Londres, Routledge, p. 89-104.
- Anderson B., 1983, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso Books.
- Autant-Dorier C., 2007, « De la méconnaissance à la reconnaissance des immigrés de Turquie en France », HAL SHS [en ligne]. <https://shs.hal.science/halshs-02013195>
- Cohen R., 1997, *Global Diasporas: An Introduction*, London/Seattle, UCL Press/University of Washington Press.
- Débarre S. et Petek G., 2019, *Histoire des Turcs en France*, Paris, Éd. du Détour.
- Firat D., 2007, « Population issue de l'immigration de Turquie en France », *Migrations études*, 140, p. 1-15.
- Gokalp C., 1973, « L'émigration turque en Europe et particulièrement en France », *Population*, 28 (2), p. 335-360.
- Hoffman M., Makovsky A. et Werz M., « The Turkish Diaspora en Europe », rapport, Foundation for European Progressive Studies/Fondation Jean-Jaurès, déc. 2020. <https://www.jean-jaures.org/publication/la-diaspora-turque-en-europe/>
- Kastoryano R., 1985, *Être turc en France. Réflexions sur familles et communauté*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Kastoryano R., 2006, « Vers un nationalisme transnational. Redéfinir la nation, le nationalisme et le territoire », *Revue française de science politique*, 56 (4), p. 533-553.
- Kosnick K., 2010, « Migrant Publics: Mass Media and Stranger-Relativity in Urban Space », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 26 (1), p. 37-55. <https://doi.org/10.4000/remi.5030>
- Marchand L. et Perrier G., 2022, *Les Loups aiment la brume. Enquête sur les opérations clandestines de la Turquie en Europe*, Paris, Éd. Grasset.
- Mattelart T., 2007, « Médias, migrations et théories de la transnationalisation », dans T. Mattelart (dir.), *Médias, migrations et cultures transnationales*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, p. 13-56.
- Petek G., 2004, « Les Elco, entre reconnaissance et marginalisation », *Hommes & Migrations*, 1252, p. 45-55.

- Petek-Salom G., 1992, « Politique française d'immigration et population immigrée originaire de Turquie », *CEMOTI*, 13, p. 33-43.
- Rigoni I., 2010, « Les médias des minorités ethniques. Représenter l'identité collective sur la scène publique », *Revue européenne des migrations internationales*, 26 (1), p. 7-16. <https://doi.org/10.4000/remi.5027>
- Safran W., 1991, « Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return », *Diaspora: a journal of transnational studies*, 1 (1), p. 83-99.
- Saka E., 2018, « Social Media in Turkey as a Space for Political Battles: AKTrolls and other Politically motivated trolling », *Middle-East Critique*, 27, p. 161-177.
- Tapia S. (de), 1996, « La France dans l'espace transnational turc », *Espace, populations, sociétés*, 2-3, p. 529-539.
- Tapia S. (de), 2002, « Immigrations turques en Europe : typologies des espaces et des réseaux », dans P. Dumont, J.-F. Pérouse, S. de Tapia et S. Akgönül (éds), *Migrations et mobilités internationales : la plate-forme turque*, Istanbul, IFEA, p. 30-77.
- Tapia S. (de), 2009, « Permanences et mutations de l'immigration turque en France », *Hommes & Migrations*, 1280, p. 8-20. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.286>